

**De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari**

La crise du Caucase a prouvé au monde entier, nations alliées ou ennemies, la solidité des institutions russes et l'existence d'une ligne de conduite claire, précise et de vision à long terme.

En un mot, la présence d'un Etat au sens plein du terme. Dès les premières incursions géorgiennes en territoires ossète et abkhaze, les ripostes militaire, diplomatique, politique et médiatique se sont mises en branle, réglées comme du papier à musique.

Au niveau militaire, le plan d'action adopté a été excellent, puisqu'en quelques heures, l'armée géorgienne a non seulement perdu toutes les

places occupées, auparavant et aussi reculé en profondeur jusqu'aux quartiers les plus reculés de Tbilissi, la capitale. Les Russes ont jeté le désarroi dans les rangs adverses et contraint le pauvre Saakachvili, président géorgien, à apparaître, médiatiquement, comme un vagabond, un chef d'Etat accablé et ne sachant pas à quel parrain occidental se vouer. Le soutien américain qu'il espérait ne vint pas. Du moins, le type de soutien qu'il attendait. Les USA ont, certes, verbalement été très menaçants, mais ils se sont bien gardés de franchir la ligne fatidique.

Les Russes ont saisi cette occasion fournie par la partie adverse pour étaler, comme dans une foire, leur savoir-faire militaire et ont «présenté» en grandeur nature, dans le

réel, de nouveaux types d'armements aussi récents qu'inconnus jusqu'ici. Et surtout d'une redoutable efficacité. Aux plans diplomatique et politique, le duo aux affaires à Moscou, Medvedev-Poutine, a été tout simplement brillant. Aux mal-adresses américano-géorgiennes et aux déchirements de l'Europe des 27, le président et le Premier ministre russe ont construit une mécanique rhétorique de riposte imparable, sans faille aucune. Une démarche articulée sur quelques éléments-pivots.

D'un, c'est la Géorgie qui a entamé les hostilités. De deux, la Russie ne peut pas accepter le fait accompli. De trois, les sanctions, si sanctions il devait y avoir, seront réciproques. Comprendre par là que Moscou fermera son robinet énergétique alimen-

tant les 27 et mettra en péril les intérêts tant américains qu'européens.

Nonobstant, bien évidemment, sur une réflexion tournant autour du fait de savoir si la Russie pouvait ou pas continuer à apporter sa collaboration, précieuse, sur les dossiers afghan et iranien.

Et il ne s'agit là que du premier paquet de mesures qui étaient envisagées.

Résultat : les Américains ont abandonné Saakachvili à son triste sort et l'Europe des 27, réunie en conclave extraordinaire, a pondu un texte tellement ambigü et sentant tellement la trouille que d'aucuns ont considéré comme une motion de soutien à la Russie plutôt qu'à la Géorgie.

La presse russe n'a pas,

d'ailleurs, raté l'occasion pour railler et maugréer Bruxelles.

Mais c'est sans doute au plan de la communication que Moscou a planté les banderilles les plus mortelles.

Tout d'abord, en s'adressant à ses citoyens, ceux de Russie ou ceux d'Ossétie et d'Abkhazie. Ensuite, en alimentant les médias occidentaux d'informations vérifiables.

Et lorsque Vladimir Poutine dira, une semaine après le début du conflit, que ce sont des parties américaines (Pentagone, Maison-Blanche) qui ont poussé Tbilissi vers la confrontation, la tension changera, carrément, de camp.

La Russie a démontré au Caucase, que n'est pas Etat qui veut.

A. M.

Mobilisation citoyenne au Mexique, démobilisation en Algérie

Par Hassane Zerrouky

Les situations sont différentes. L'Algérie fait face au terrorisme islamiste. Le Mexique est le théâtre d'une violence mafieuse qui a fait 2 712 morts depuis le début de l'année. Qu'on en juge par ces faits recensés par plusieurs dépêches de l'AFP. Jeudi dernier, 12 hommes ont été décapités dans la région de Mérida. Vendredi, trois hommes ont été découverts décapités à Nogales, près de la frontière américaine ainsi que deux sœurs également décapitées. Ce à quoi s'ajoute la pratique des enlèvements contre rançons — 233 cas enregistrés depuis le début de l'année, 438 sur l'ensemble de l'année 2007 — les fusillades entre gangs et autres attentats à la bombe. Cette violence n'épargne pas les forces de sécurité mexicaines qui ont perdu 170 hommes dont 70 militaires !

C'est pour faire cesser cette situation et contraindre l'Etat à agir que les Mexicains se sont mobilisés spontanément et massivement

samedi dernier. En effet, prenant au mot le président Felipe Calderon qui déplorait l'indifférence et l'apathie de ses concitoyens face aux crimes de la mafia, une quinzaine d'ONG de défense des droits de l'homme et d'associations diverses ont organisé des rassemblements de protestation dans tout le pays. Samedi, une marée humaine —plus de 200 000 personnes — a envahi le centre de la capitale, Mexico, pour participer à une «Marche blanche», exigeant du pouvoir central des mesures énergiques et efficaces pour faire cesser la violence liée essentiellement au trafic de drogue. Ailleurs, dans quelque 70 villes du pays, ils étaient des centaines de milliers à protester dans le même sens.

Première conséquence de cette pression citoyenne populaire, le chef de l'Etat mexicain a rencontré une délégation de cette «Marche blanche», qui lui a remis un cahier de doléances énumérant les mesures à prendre. Avant d'annoncer l'élaboration d'une «carte de la criminalité» et d'appeler à la formation de

«comités citoyens». En Algérie, après la vague d'attentats qui a endeuillé le pays, le gouvernement a appelé à la formation d'un «Front national contre le terrorisme».

Dans un passé récent, les Algériens se mobilisaient sans attendre les appels des pouvoirs publics. C'était à une époque où la société civile naissante et en phase de structuration activait sans entraves administratives. Les menaces de mort contre ses animateurs et animatrices constituaient les seules limites à leurs actions.

Aujourd'hui, plus exactement depuis 2001, au nom de l'Etat d'urgence, les manifestations publiques sont interdites.

Et les seules autorisées sont celles organisées et encadrées par les partis au pouvoir et leurs relais où, comme au bon vieux temps du parti unique, des moyens de l'Etat sont mis à la disposition des manifestants qui, de surcroît, bénéficient d'une journée chômée et payée, scandant des mots d'ordre cadrant avec le discours officiel ! Ainsi a-t-on vu après les attentats

du 11 avril, des mots d'ordre de soutien à la réconciliation nationale et ... pour un troisième mandat, scandés au cours de ces manifestations dites populaires ! Manifestations au demeurant largement médiatisées par la télé et la presse aux ordres !

Dans ces conditions d'interdiction de manifestations citoyennes librement organisées, en dehors de tout encadrement officiel, il est normal que les Algériens ne se mobilisent pas.

A force de leur dire que le terrorisme est avant tout une affaire sécuritaire et qu'ils ne sont là que pour approuver ce que fait l'Etat, que la réconciliation nationale, qui a pourtant fixé un délai de six mois aux islamistes pour déposer les armes, est toujours en vigueur deux ans après sa promulgation, il est normal que les Algériens ne se sentent pas concernés. Et finissent par considérer qu'il s'agit d'une guerre entre islamistes et militaires pour le pouvoir et non d'une guerre menée par les djihadistes contre l'Etat et la société.

H. Z.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Ouyahia a déclaré : «Les tangos n'ont plus d'autre choix. Soit ils se rendent, soit ils sont abattus.» Faux M'sieur le Premier ministre. Ils peuvent aussi...

... voter Abdekka en 2009 !

Jusque-là, on écrivait ce qui suit : «Un groupe de 80 harra-ga, des jeunes, parfois des mineurs des deux sexes, tentant de fuir le pays par la mer, à partir des côtes bônoises, à bord d'embarcations de fortune, a été récupéré in extremis par les gardes-côtes et remis aux forces de l'ordre après les premiers soins d'urgence.» C'était avant. Avant la nouvelle loi. Maintenant, voilà comment il faudra rédiger une dépêche sur les ex-har-raga : «Un groupe de 80 dangereux criminels tentant de fuir les lieux de leur crime, l'Algérie, par la mer, à partir des côtes bônoises, point de départ fort apprécié par ces hordes de criminels récidivistes pour accomplir leur forfait criminel, le tout à bord de bateaux fabriqués dans des ateliers clandestins faisant partie de réseaux mafieux et criminels, ont pu être interceptés par les forces combinées et mis hors d'état de nuire lors d'une vaste opération de ratissage des eaux territoriales. Les vau-

reuses forces armées ont agi sur renseignements fournis par un repent, fatigué et éccœuré d'être à chaque fois rejeté par les flots et ayant définitivement perdu le pied marin. A travers ce coup de filet spectaculaire opéré dans les rangs de ces criminels, c'est un coup très dur qui est ainsi porté à katibat El Harba, l'une des dernières factions activant encore dans la région. D'après les premiers témoignages recueillis auprès des membres de ce groupe de 80 criminels, il semblerait que les rares membres de katibat El Harba encore en activité soient dans un état piteux, fatigués, le visage bouffé par le sel marin, sans grands moyens, la batterie à plat et sur le point de se rendre avec barques et bagages. Le ministère de l'Intérieur a confirmé ce témoignage en précisant que ces criminels résiduels ne seraient plus que 400, 562 tout au plus. Renchérissant, le chef du gouvernement, un éradicateur pur et dur, a lancé en l'air, juste au-dessus de la jetée : «Rendez-vous ou vous serez abattus !» Le vent, un auxiliaire plus ou moins fiable des forces combinées, s'est engagé à transmettre le message. Attendez ! Tout en fumant du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.

Jusqu'à



de remise sur les pièces détachées
d'origine Hyundai

Rendez-vous au magasin de pièces détachées de Hassiba Ben Bouali

HYUNDAI

www.hyundai-algerie.com

MAGASIN PIECES DE RECHANGE HYUNDAI MOTOR ALGERIE – 216, RUE HASSIBA BEN BOUALI – BELOUIZDAD – ALGER-CENTRE – TEL : 021 67 57 15

Roulez comme vous aimez